

LES AFFAIRÉS...

Le T.G.V. est un endroit privilégié où des hommes affairés qui rêvent d'être confondus avec des hommes d'affaires font joujou avec des microordinateurs, depuis peu, couplés avec des téléphones portables.

Conscients du rôle éminent qu'ils jouent dans la société et, afin de montrer combien leur temps est précieux, les affairés ignorent superbement les nécessités du «*repos dominical*» et les horaires encore applicables au commun des mortels.

Pendant que les autres sacrifient au farniente et au temps normalement consacré à se restaurer, inlassablement, les affairés tapotent sur leur «*micro*» et «*papotent*» à l'aide de leur «*portable*», au grand dam de leurs voisins de transport que les bruits qu'ils génèrent ont, parfois, tendance à indisposer.

De toute évidence et, comme disent les journalistes à qui, comme chacun sait, «*rien n'échappe*»: Avec les affairés, nous nous trouvons en présence d'un «*PHÉNOMÈNE DE SOCIÉTÉ*». Quant à la nature profonde de ce phénomène, les journalistes, à qui «*rien n'échappe*», mais qui sont, néanmoins et par nécessité, des gens prudents, sont désespérément muets! Après tout, peut-être en est-il mieux ainsi, dans la mesure où il y a gros à parier que l'activité fébrile des affairés masque, en réalité, une sourde inquiétude. Il est possible qu'ils soient plus ou moins conscients de la fragilité de leur situation sociale et que leur destin dépende des décisions de puissances mystérieuses - Bundesbank, Banque Mondiale, F.M.I., Commission de Bruxelles - qui, en vertu de la théologie de la «*subsidiarité*», autrement dit de la servitude, peuvent, d'un trait de plume, les rejeter au néant ... comme ces S.D.F. qu'ils croisent à la sortie de la gare et qu'ils aident une ou deux fois par an en versant leur obole (généralement modeste!) au téléthon et autres manifestations «*humanitaires*» que les grands de ce monde suscitent afin de maintenir la bonne conscience des «*affaires*».

Mais il faut, toutefois, ne rien exagérer... Les affairés ont quand même quelques raisons d'espérer, notamment, depuis qu'ils savent, d'une manière certaine, et grâce à Monsieur Robert HUE, secrétaire général du P.C.F. que «*l'argent existe*»!!!

Il est dans les caisses de l'UNEDIC!!!

Il est bien entendu qu'on ne peut tout faire à la fois: pianoter, papoter et trouver le temps de réfléchir sur les causes de la crise économique et du chômage. Il est vrai que pour les affairés, comme pour beaucoup d'autres, nos difficultés ne résultent pas des décisions politiques prises par des subsidiaires de Bruxelles, mais ne sont que la conséquence du «*péché originel*»!

Alexandre HÉBERT.

LES BELLES CONSCIENCES ET L'IDÉOLOGIE DE LA PAUVRETÉ

L'époque est à «*l'humanitarisme*» et à la «*repentance*». L'anniversaire de la révocation de l'Édit de Nantes, le cent cinquantième de l'abolition de l'esclavage, sans parler du «*travail des enfants*» donnent lieu à de belles envolées lyriques.

Comme dit la sagesse populaire: «*ça ne mange pas de pain*» et évoquer le passé évite de trop s'appe-

santir sur le présent. Se lamenter sur le triste sort des esclaves évite d'évoquer celui des milliers «d'exclus» et de «SDF» que le grand capital international et son bras séculier le Saint Empire Romain Germanique fabriquent, sans que les imbéciles qui s'imaginent protégés s'émeuvent le moins du monde.

Si on en croit les pieux commentateurs du décret d'abolition de l'esclavage, celui-ci serait le résultat de la lutte entre le «bien» et le «mal», les «bons» et les «méchants», et ne devrait rien aux progrès techniques qui ont permis de substituer la machine à l'effort humain.

Il est vrai que pour les «réactionnaires» idéologues de la pauvreté, la notion de progrès est, elle-même, remise en cause.

Il peut, en outre, sembler singulier d'entendre les «sociologues» qui ont inventé les «ressources humaines» qu'il convient de gérer au même titre que les autres «ressources naturelles», telles que la houille (noire et blanche) l'uranium, les minerais, et autres «matières premières», se lamenter sur la situation des esclaves que les Grecs considéraient comme des «machines animées».

De même peut-on considérer comme irritant de s'entendre faire la leçon sur le «racisme», la «xénophobie» de la part de certains qui, hier encore, cassaient du «raton» ou du «bougnole» sans parler des «boches» qui, il est vrai, sont, depuis, devenus nos plus fidèles amis, surtout ceux qui, comme Helmut Khol, rêvent de supprimer définitivement la notion même de laïcité en introduisant Dieu (*Gott mit uns!*) dans la future «constitution» européenne.

Cela étant, j'avoue me mieux reconnaître dans la démarche de Victor SCHOELCHER que dans celle exprimée dans l'édito du n°151 du 20 juillet 1848 de «l'Alliance», journal politique de gauche de Evêché de Nantes.

Voilà un morceau d'anthologie que *Ouest-France* ne se risque pas de mettre, sous les yeux de ses lecteurs:

«Sur l'avis d'un négrophile inepte, le gouvernement provisoire a rendu quelques jours après la révolution, le décret suivant: «Considérant que nulle terre française ne doit porter d'esclaves, l'esclavage est aboli dans les colonies françaises». Ce décret a anéanti du même coup nos colonies et notre commerce maritime. Un grand nombre de victimes précieuses ont déjà expié. Combien d'autres encore seront dévorées peut-être au coutelas des noirs?

Que le gouvernement avise donc, qu'il n'attende pas, pour envoyer des forces dans nos colonies, que la barbarie y règne. Nous sommes ennemis de l'esclavage, mais jusqu'à ce qu'on nous ait montré quelque part des noirs vivant à l'état de société civilisée, nous douterons qu'on puisse en faire des citoyens. Partout où règne la race noire, c'est la barbarie qui règne. Des êtres vivant dans un état de promiscuité, sans religion ni culte, retournant à la barbarie pour laquelle ils semblent faits. Voilà les êtres dont on a fait des citoyens français! Faire des citoyens français des gens qui sont à peine des hommes, que les faisait-on tout à fait hommes! Mais la philanthropie ne raisonne pas comme la religion».

A part ça: à bas le racisme et la xénophobie!

Notons qu'à la même époque, dans «l'Ère Nouvelle», journal de Lacordaire (un curé de gauche), dans un article (déjà!) intitulé «Les origines du Socialisme», on pouvait lire:

«...Mais la sagesse de l'Église et la sincérité de son amour pour les pauvres éclatent précisément en ceci qu'elle connaît trop l'étendue de leurs maux, et qu'elle est trop pénétrée de l'étendue de leur douleur pour croire qu'elle parvienne jamais à y mettre fin. Voilà pourquoi elle réhabilite une condition qu'elle n'espère pas supprimer, et qu'elle entoure la pauvreté des respects de la terre et des promesses du ciel».

En ce qui concerne le racisme, on peut espérer que la position de la hiérarchie catholique a quelque peu évolué. Mais certainement pas sa vision de la pauvreté, conséquence du dogme du péché originel, qui ferait que les hommes seraient incapables de se diriger eux-mêmes.

C'est pourquoi, seuls les naïfs et les imbéciles peuvent laisser prendre à leurs discours sur la «démocratie» et le «socialisme».

Mais on peut toutefois leur concéder une qualité qui fait cruellement défaut à bon nombre de ceux qui, aujourd'hui, prétendent défendre les «valeurs républicaines»: l'Église, quant à elle, fait preuve d'un remar-

quable esprit de suite, elle n'a jamais accepté l'essor, depuis la Renaissance, de la bourgeoisie en tant que classe et l'émergence des Nations dans le cadre desquelles la classe ouvrière s'est elle-même construite.

Son idéal a toujours été et reste: le retour à un Moyen Age, héritier du bas Empire Romain, c'est-à-dire, qu'on le veuille ou non, à la barbarie.

Alexandre HÉBERT.

UN LIVRE A LIRE ... SANS FAUTE!

Sommes-nous les seuls à penser que l'Europe de l'Euro, l'Europe de Maastricht, tourne le dos à la démocratie?

Sommes-nous les seuls à estimer que cette Europe remet en cause, non seulement la démocratie, mais la laïcité, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes?

Sommes-nous les seuls à estimer que la C.E.S. parle d'une voix commune avec la Commission, et non seulement tourne le dos à la construction d'un syndicalisme authentique à l'échelle européenne, mais est le principal vecteur de destruction des syndicats indépendants?

Le travail de Corinne GOBIN, qui est Docteur en Sciences Politiques de l'Université libre de Bruxelles, intitulé *«L'Europe Syndicale»*, démontre clairement que non. Même si nous avons quelques nuances avec elle sur la construction de Partis politique européens, sur la construction du mouvement syndical, les analyses sont convergentes sur bien des points, comme vous pourrez en juger vous-mêmes. Sur le lien entre le syndicalisme et politique, Corinne Gobin écrit :

«Le syndicalisme est issu du mouvement ouvrier, c'est-à-dire qu'il s'inscrit principalement dans un cadre idéologique qui véhicule des projets de transformation de la société capitaliste avec l'objectif d'aboutir à une émancipation de la classe ouvrière... Le syndicalisme fut et reste encore en grande partie une réaction d'opposition à l'exploitation des salariés sous le régime du mode de production capitaliste».

Sur la mondialisation de l'économie, sur les dangers qu'elle comporte pour la démocratie, la république, Corinne Gobin pose le problème de fond:

«La propagande sur l'inéluctable "mondialisation ou globalisation de l'économie" sur la "nécessaire bataille pour compétitivité" menée à grande échelle, avec une amplitude sans précédent, à travers les canaux des organisations internationales économiques et financières (OCDE, FMI, Banque Mondiale, Union Européenne) et de "l'establishment" financier national (les banques nationales) vise à faire disparaître un acquis qui était fondamental dans l'organisation des sociétés d'Europe Occidentale depuis la Révolution française: le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La rupture politique portée par la Révolution Française, c'est l'affirmation que le sort des hommes n'est plus soumis à d'imprévisibles desseins que seules les élites peuvent interpréter et contrôler (le Pape, le Roi, le Prince, l'entrepreneur).

... Nos sociétés devraient se soumettre à des lois ou des normes techniques divisées (la loi du marché, les critères de convergences de Maastricht).

... Confisquer aux citoyens le droit de débattre et de défoncer le sens des politiques menées... revient purement et simplement à leur confisquer dans les faits le droit politique du suffrage universel».

Sur la responsabilité de Jacques Delors, le professeur de Sciences Politiques estime qu'elle se situe à deux niveaux: *«...La focalisation obsessionnelle de Jacques Delors sur la voie contractuelle a eu comme effet de restreindre le rôle d'initiative législative de la commission dans le domaine social».*

Il s'agit donc de subsidiariser aux «partenaires» les «volets sociaux». Mais de quelle politique s'agit-il?: *«Réduction des politiques fiscales directes, verrouillage des politiques budgétaires et diminution des dépenses sociales et culturelles, vente au secteur privé des entreprises publiques, verrouillage des possibilités de dévaluation des monnaies...».*

Et, selon l'auteur, le rôle de Jacques Delors ne se limite pas à cela: il entend faire partager - ou imposer

- à la Banque Mondiale et du F.M.I.:

«*Jacques Delors, durant sa présidence de la commission européenne de janvier 1985 à décembre 1994, joua un rôle central dans l'accroissement de cette dépendance idéologique et organisationnelle du syndicalisme européen à l'égard de "l'establishment" et de la pensée communautaire... Delors va alors réussir à "vendre" le projet de "grand marché" aux dirigeants syndicaux en promettant d'organiser, en contre partie de ce "grand marché", un nouveau pacte politique entre les organisations socioprofessionnelles, la commission et les états membres*».

Enfin, car il serait trop long de citer tous les points intéressants de cet ouvrage, citons quelques extraits de l'analyse que l'auteur fait sur la C.E.S:

«*Mais la CES n'est pas encore une véritable organisation syndicale: elle n'est pas capable de créer un rapport de force transnational car elle est encore avant tout un syndicalisme de "dirigeants et cadres syndicaux", un syndicalisme du sommet*».

Dans un interview au «*Labour*» organe de la Confédération FGTB, Corinne GOBIN expliquait que la dépendance de la C.E.S. envers la Commission n'était plus seulement idéologique. Cette dernière, par décision de Delors, finance la CES par le truchement de «*l'Académie Syndicale*».

On peut, bien entendu, ne pas partager intégralement tous les points de vue de l'auteur. Mais le livre est pertinent, facile à lire, bien écrit (en bon français), est basé sur un travail extrêmement sérieux. Tous les syndicalistes et militants ouvriers devraient le lire.

Ce livre édité par les éditions «*ORIA*», est en vente à la FNAC.

Greg EINSTEIL.

LA FONTE DU GLACIER

C'est le froid de l'Euro qui envahit l'Europe.
La jachère verglace et les usines gèlent.
L'hôpital agonise et le rail s'écartèle.
L'avion en s'écrasant réchauffe les échoppes.
Le fric s'est amassé dans de juteux marchés,
roulant, multipliant, aspirant et spoliant.
«Mondial» au profit du casino dominant
l'Euro en gestation sous dollar s'est couché.

Maastricht a divisé le pays en provinces,
excitant l'appétit de la mafia des princes
pour détruire l'acquis de la chose publique.
Mais voilà que bravant grêles pluies et tempêtes,
La masse se rassemble, s'unit et s'apprête
sauver civilisation et République.

Yan GRIGOU (mars 98)

DU PAIN ET DES JEUX

Quel est le point commun entre les restos du cœur et la coupe du monde de football? On serait tenté de répondre, à priori, pas grand chose, si ce n'est la couverture médiatique dont bénéficient ces deux événements, et pourtant ...

Cherchons donc la réponse à cette devinette, rien moins qu'innocente, en réfléchissant aux fonctions respectives de la charité et du sport dans nos sociétés capitalistes.

Du pain...

En même temps que l'hiver, arrivent le froid et la mauvaise conscience bourgeoise. C'est une période où il est de bon ton de se préoccuper du sort des «pôvres». Le gratin politique, «*artistique*» et médiatique se doit d'être vus aux restos du cœur sponsorisés par les plus grandes entreprises françaises. On ne manque pas l'occasion de verser une larme charitable pour ceux qu'il est de bon ton d'appeler «*les exclus*», ou encore une larme émue et admirative face au dévouement des bénévoles et autres dames patronnesses. Bien sûr, ces «*actes de bienfaisance*» sont effectués sous le feu des caméras, mais quel est le cuistre qui oserait dire qu'il s'agit là d'actes d'ostentation et de vanité, propres à enorgueillir celui qui donne, comme à humilier celui qui reçoit?

A quoi servent donc les restos du cœur et autres œuvres caritatives ? Sans doute à occuper les bonnes sœurs entre deux prières, à fournir une publicité à peu de frais pour les généreux mécènes et à permettre aux bons bourgeois de se gaver de dinde aux marrons dans la paix de l'âme. Mais l'essentiel est ailleurs. Il s'agit surtout de faire en sorte que les gueux n'aient pas l'idée incongrue de se révolter, et pourquoi pas, mais avouez que ce serait de mauvais goût, de songer à renverser ce système qui les affame. Ainsi, pense-t-on qu'avec le ventre plein, ou pas tout à fait vide, ces braves gens se contenteront de remercier les généreux donateurs sans demander leur reste.

Des jeux...

Et la coupe du monde de football, dans tout ça? J'y viens, j'y viens. Il ne s'agit pas simplement de nourrir le peuple, il faut aussi le faire rêver. Les rêves des hommes sont parfois bien déraisonnables aux yeux des puissants. N'en est-il pas qui rêvent d'une société juste et fraternelle? N'existe-t-il pas encore, malgré les louables efforts d'abrutissement de TF1 et consorts, quelques révolutionnaires, quelques utopistes de ci de là?

C'est pourquoi, il convient de créer du «*prêt à rêver*» parfaitement inoffensif. Quoi de mieux que la coupe du monde de football? Ce sport présente bien des avantages: il est populaire (les salaires des milliardaires en short qui courent après le ballon, l'est un peu moins, mais bon...), il peut servir d'exutoire à la violence. Imaginez la jubilation d'un de ces présidents de club brassant des millions lorsqu'il contemple, bien à l'abri dans les loges présidentielles, le spectacle de prolos en rouge insultant les prolos en bleu. Quel antidote merveilleux à la conscience et à la lutte de classe!

La chute de l'empire

Rien de bien nouveau sous le soleil. «*Du pain et des jeux*», c'est ce qu'avaient imaginé les empereurs romains de l'antiquité pour détourner la colère du peuple, de la plèbe et des métèques. Nos dirigeants devraient cependant se souvenir des leçons d'histoire de leur enfance: cela n'a pas empêché l'empire romain de s'effondrer sous les coups des barbares.

Christophe BITAUD.

LA GAUCHE, LA DROITE, LES VALEURS ET LES PRINCIPES

Qu'est-ce qui différencie la gauche et la droite? Ces notions sont basées sur la localisation géographique des députés de la convention mais n'ont pris un véritable sens que lors de l'affaire Dreyfus. La gauche regroupait à l'époque certains républicains, radicaux et socialistes. Le mot perdure jusqu'à maintenant. Cependant, après les divers et successifs gouvernements de gauche plurielle ou singulière, il est grand temps de se poser la question: «*Et maintenant?*».

L'inévitable réponse donnée par les pseudo sociaux-démocrates mais vrais sociaux-chrétiens, est, à l'instar de la célèbre publicité de rillettes sarthoises: «*Nous n'avons pas les mêmes valeurs*».

Une valeur, d'après l'encyclopédie Larousse, est une importance reconnue par un jugement moral ou esthétique. On en déduit que Jospin/Voynet/Hue donnent peut-être, suivant leurs dires, une importance reconnue au «*social*». C'est sûrement ce qui leur fait répondre à chaque mouvement social: «*Nous vous comprenons*», ce qui, au passage, nous fait une belle jambe.

Un principe est, toujours selon le Larousse, ce qui sert de base à une chose. Indéniablement, ils ont comme principe l'édification d'un état totalitaire et supranational, nommé *Union Européenne*. Ils sont donc obligés d'ajouter: «*Mais, à votre tour de nous comprendre, on ne peut pas, avec les critères de Maastricht...*». A ces valeurs et principes, nous opposons, nous, le principe de la lutte des classes et comme valeurs, l'état-nation et l'internationalisme. Ce sont les seuls garants de la démocratie et le rempart contre la barbarie provoquée par la destruction de nos droits. C'est différent. C'est même le contraire. Et arrêtons de dire ou de croire que les termes de gauche et de droite ont encore un sens. Parlons plutôt de démocrates, de totalitaires, de république, d'empire, etc...

Christian PIERRALI.

«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP Nantes n°515-14 C

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT.
